1 6 II 1958

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, le 12 septembre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant certaines mesures transitoires quant aux conditions d'accession aux cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles", a donné le 28 janvier 1959 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e september 1958 door de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende sommige overgangsmaatregelen betreffende de vereisten tot opneming in de kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen", heeft de 28e januari 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'apporter diverses dérogations, à titre transitoire, à l'arrêté royal du 23 septembre 1957 portant le statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles.

Ces dérogations visent en ordre principal le cas d'agents engagés par contrat lors de la mise sur pied de l'enseignement technique du Congo à partir de 1951. Le statut spécial relatif aux cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles étant maintenant en vigueur avec effet au 1er janvier 1956, le projet a pour objet essentiel de faire passer sous le régime du statut, à leur demande, les divers agents de l'enseignement technique recrutés par contrat et qui répondent à certaines conditions.

Accessoirement, le projet déroge à la limite d'âge jusqu'au 1er janvier 1960 pour le recrutement dans l'enseignement technique. Enfin, il prévoit pour diverses catégories d'agents d'autres mesures transitoires qui dérogent au statut.

+

\+ +

Le projet manque de clarté. Ce défaut résulte apparemment , tant de la dispersion des dispositions relatives aux agents d'une même catégorie que de l'emploi de formules trop générales dans des cas où il serait possible d'énoncer des règles concrètes.

C'est ainsi que l'article 1er énumère les conditions auxquelles doivent satisfaire en tout cas les agents temporaires pour être recrutés comme maître d'apprentissage. Parmi elles figure la possession du certificat d'aptitude pédagogique. Or, l'article 3 dispense, dans certains cas, les agents dont il est question à l'article 1er de la possession de ce certificat. Cette dérogation,qui vient s'ajouter à celles qui sont déjà prévues à l'article 1er, devrait, pour la clarté, figurer à cet article.

L'examen de l'article 2, alinéa 3, et de l'article 5 révèle d'autres exemples des imperfections du projet.

L'article 2 est rédigé comme suit :

" L'ancienneté dans le grade de recrutement des agents admis sous statut en vertu de l'article 1er est reportée à la date de leur affectation au service de l'enseignement technique.

La carrière de ces agents sera reconsidérée et, à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente disposition , les promotions et les augmentations

.../...

de traitement qui leur auraient été accordées s'ils avaient été recrutés sous statut à la date déterminée à l'alinéa précédent, leur seront octroyées.

Toutefois, ces promotions pourront rétroagir à une date antérieure à celle fixée à l'alinéa précédent lorsqu'elles s'effectueront à un grade prévu statutairement avant le 1er janvier 1956".

Les deux seuls grades prévus par le statut avant le 1er janvier 1956 étaient celui d'inspecteur de l'enseignement technique et celui de professeur de l'enseignement technique.

L'article 5 dispose :

"Les agents admis sous statut au grade de professeur de l'enseignement technique en vertu des dispositions de l'article 1er pourront, pour autant qu'ils justifient de deux cotes "très bon" au moins, être promus au grade d'inspecteur de l'enseignement technique dans les conditions prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 2 , sans avoir satisfait à l'épreuve d'accession par promotion à ce grade".

Suivant les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, les inspecteurs de l'enseignement technique ont été recrutés à partir de 1951 et les professeurs de l'enseignement technique à partir de 1955.

Le renvoi de l'article 5 à l'article 2, alinéa 3, ne peut donc s'appliquer aux professeurs de l'enseignement technique : aucun de ceux-ci ne réunissait, en effet, avant le 1er janvier 1956 les conditions requises pour bénéficier d'une promotion. Le grade d'inspecteur de l'enseignement technique est d'ailleurs un grade de promotion et aucune disposition du projet ne permet de recruter à ce grade. Dès lors, la seule interprétation possible de l'article 2, alinéa 3, et de l'article 5 est la suivante : les agents qui ont été engagés en qualité d'inspecteur de l'enseignement technique depuis 1951 seront, par application de l'article 1er du projet, recrutés en qualité de professeur de l'enseignement technique avec effet au 1er janvier 1956. Puis, en vertu de l'article 2, alinéas 2 et 3, et de l'article 5, ces agents verront leur carrière reconsidérée; ils pourront, s'ils justifient de deux cotes "très bon", être promus inspecteur de l'enseignement technique avec effet à une date qui, pour les agents entrés au service de l'administration d'Afrique avant le 1er janvier 1953, pourra être antérieure au 1er janvier 1956, l'article 121 du statut général autorisant les promotions après trois ans de services.

\+

\+ \+

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, la simple description qui précède permet de saisir l'erreur juridique du système : l'agent nommé à un grade au 1er janvier 1956 se verrait promu à un

grade supérieur avec effet à une date antérieure au 1er janvier 1956 et sans que le premier arrêté puisse être rapporté puisqu'il constituerait le fondement du second.

Ce système soulève deux autres objections :

a) jusqu'au 31 décembre 1955, c'est le statut des agents de l'administration d'Afrique qui était applicable aux professeurs et inspecteurs de l'enseignement technique. Si, comme il appert de l'économie générale du projet, des dérogations ont dû être prévues en faveur de certains intéressés, c'est qu'ils avaient dépassé la limite d'âge statutaire et ne pouvaient, partant, bénéficier d'une nomination. Dès lors, à défaut d'une disposition dérogatoire expresse au statut sur ce point, les intéressés ne peuvent, même à titre de régularisation, être nommés ou promus avec effet à une date antérieure au 1er janvier 1956 puisque ces nominations et promotions violeraient la réglementation en vigueur à cette époque;

b) en outre, dans un tel système, les intéressés seraient pendant trois ans considérés comme professeurs de l'enseignement technique; ils devraient renoncer pour cette période au bénéfice de leur contrat puisqu'ils ne pourraient se trouver en même temps sous régime contractuel et sous régime statutaire; ils n'auraient droit ainsi qu'au traitement prévu par le statut pour cette catégorie d'agents. Ce traitement est nettement inférieur à celui qui leur a été alloué; ils devraient donc restituer l'excédent. Or, il ne semble pas que telle soit la volonté du Gouvernement.

La seule solution à ces difficultés consiste à prévoir dans le projet une disposition permettant, par dérogation au statut, de nommer les intéressés directement au grade d'inspecteur de l'enseignement technique, avec effet au 1er janvier 1956, bien qu'il s'agisse d'un grade de promotion, et de les dispenser de l'épreuve d'accession.

\+

\+ +

Selon les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, aucun inspecteur de l'enseignement technique ne se trouve actuellement sous régime statutaire et le seul professeur de l'enseignement technique qui bénéficiait de ce régime a quitté définitivement le service. Quant aux autres fonctions existant dans l'enseignement technique, elles n'étaient pas prévues par le statut général applicable jusqu'au 1er janvier 1956 et les intéressés se trouvaient, par conséquent, engagés tous par contrat.

Dès lors, il n'y a pas lieu d'examiner si les mesures de régularisation prévues avec effet au 1er janvier 1956 ne risquent pas de léser des droits acquis.

\+

\+ +

Le préambule et les divers articles du projet soulèvent, en outre, les observations suivantes :

Intitulé.

Etant donné que l'article 6 est relatif non à des conditions d'accession, mais à des conditions de promotion, l'intitulé doit être complété sur ce point.

Préambule.

La motivation du projet qui figure au préambule est incomplète et superflue.

Il serait préférable de l'omettre.

Article 1er.

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que les intéressés ont le choix entre le passage sous régime statutaire et le maintien du régime contractuel. Le texte devrait l'indiquer de façon plus précise.

L'alinéa 1er de l'article, qui ne fait que rappeler une règle générale, est sans portée et doit être omis.

.../...

Article 2.

L'alinéa 2 de cet article parle de "la date d'entrée en vigueur de la présente disposition". Il semble bien résulter, tant du texte de cet alinéa que du fait qu'en vertu de l'article 11 du projet les articles 1er et 2 ont effet au 1er janvier 1956 que, par date d'entrée en vigueur, le projet entend la date à laquelle la disposition produit ses effets, soit le 1er janvier 1956. Il serait donc préférable, pour la clarté, de mentionner cette date. C'est ce qui est fait dans le texte proposé.

Article 4.

Cet article est relatif aux agents d'autres cadres de l'administration d'Afrique qui ont été transférés provisoirement au service de l'enseignement technique. Il permet de les affecter définitivement à ce service aux mêmes conditions que les agents engagés par contrat.

Suivant le fonctionnaire délégué, ces agents ont, jusqu'à présent, conservé le grade et le traitement qui leur avaient été attribués dans leur cadre ancien. Le texte dit qu'ils pourront "être transférés définitivement". La formule n'est pas tout à fait exacte : il s'agit, en fait, d'un recrutement tout comme pour les agents temporaires, car s'ils passent

.../...

définitivement au service de l'enseignement technique, l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans le service où ils étaient occupés antérieurement n'entrera pas en ligne de compte.

Toutefois, ce système ne suscite aucune critique, étant donné que les intéressés peuvent exercer un choix. Il leur appartient de discerner où se trouve leur intérêt.

Article 7.

Suivant le délégué du Gouvernement, les directeurs d'écoles de moniteurs, contrairement à ce que l'on pourrait croire d'après leur dénomination, ne font pas partie du service de l'enseignement technique. C'est pourquoi cet article est maintenu dans le texte proposé ci-après.

S'il n'en était pas ainsi, la disposition devrait être omise, comme superflue; elle se borne, en effet, à fixer pour les directeurs d'écoles de moniteurs la limite d'âge déterminée par l'article 1er pour le personnel de l'enseignement technique.

Article 8.

A la différence des dispositions qui précèdent, cet article n'est pas relatif aux régularisations consécutives à l'entrée en vigueur du nouveau statut et aux mesures transitoires qu'elles comportent. Il établit

.../...

une dérogation temporaire au nouveau statut établi par l'arrêté royal du 23 septembre 1957, en reportant à 35 ans jusqu'au 1er janvier 1960 l'âge maximum d'admission pour certaines fonctions. Cette disposition devrait donc, en principe, être insérée dans le statut. Toutefois, eu égard à son peu de durée, il paraît inutile de le faire et elle peut être maintenue telle quelle dans le projet.

Article 9.

Etant donné que les dérogations qu'il autorise auront effet jusqu'à ce que tous les intéressés aient bénéficié d'une promotion, l'article 9 devrait être inséré dans l'arrêté auquel il déroge, c'est-à-dire l'arrêté ministériel du 3 novembre 1958 pris en exécution de l'arrêté royal du 23 septembre 1957. C'est, en effet, cet arrêté ministériel qui détermine les conditions spéciales requises pour être promu à un grade déterminé.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat omet, dans le texte qu'il propose, la disposition faisant l'objet de l'article 9.

.../...

Article 10.

Cet article se borne à répéter une disposition déjà contenue dans l'article 1er. Il peut donc être omis.

\+

\+ +

Le projet soulève également diverses observations de forme qui résultent du texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL PORTANT CERTAINES MESURES TRANSITOIRES QUANT A L'ACCESSION ET A LA PROMOTION DANS LES CADRES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES, DE L'INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT ET DES ECOLES OFFICIELLES.

---

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1957 portant le statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles;

.../...

Vu l'avis du Conseil supérieur de consultation syndicale des agents de l'administration d'Afrique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.- (article 1er partim du projet)

Par dérogation au statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, les agents engagés par contrat qui, antérieurement à la publication du présent arrêté, occupaient au service de l'enseignement technique un emploi prévu au cadre des écoles officielles ou à celui de l'inspection de l'enseignement, peuvent, dans les limites fixées par le présent arrêté, être admis, à leur demande, sous régime statutaire, même s'ils ne remplissent pas les conditions d'âge et de formation fixées par le statut.

Article 2.- (article 1er partim du projet)

La limite d'âge fixée par le statut est, pour ces agents, reportée à 43 ans.

.../...

Article 3.- (articles 1er et 3 du projet)

Les agents dont il est question à l'article 1er peuvent être nommés :

a. au grade de maître d'apprentissage s'ils justifient d'au moins cinq années de pratique professionnelle avant leur engagement;

b. au grade de professeur d'apprentissage s'ils sont titulaires d'un diplôme d'enseignement technique du cycle secondaire inférieur ou assimilé et s'ils justifient, en outre, de cinq années de pratique professionnelle au moins et de la possession du certificat d'aptitude pédagogique.

Toutefois, ceux qui, au moment de la publication du présent arrêté, justifient de trois années dans l'enseignement et de la cote "très bon" lors des deux derniers mouvements administratifs, sont dispensés de la possession du certificat d'aptitude pédagogique. Ils pourront néanmoins être invités à suivre, à titre de stage de perfectionnement, les cours préalables à l'obtention de ce certificat.

Article 4.- (article 2, alinéas 1er et 2).

Il est reconnu aux agents dont il est question à l'article 1er une ancienneté prenant cours à la date de leur affectation au service de l'enseignement technique.

.../...

La carrière de ces agents sera reconsidérée et ils pourront bénéficier pour la période prenant cours le 1er janvier 1956, des promotions et augmentations de traitement qui leur eussent été accordées s'ils avaient été recrutés sous régime statutaire à la date de leur affectation susdite.

Article 5.- (article 2, alinéa 3, et article 5).

Les agents mentionnés à l'article 1er qui ont été engagés pour remplir les fonctions d'inspecteur de l'enseignement technique et qui justifient de deux cotes "très bon" au moins pourront, à titre exceptionnel , être recrutés à ce grade. Ils seront dispensés de l'épreuve d'accession par promotion à ce grade.

Article 6.- (article 4 du projet).

Les agents de l'administration d'Afrique des cadres autres que ceux des écoles officielles et de l'inspection de l'enseignement qui, avant la publication du présent arrêté, avaient été transférés provisoirement dans les cadres des écoles officielles ou de l'inspection de l'enseignement technique peuvent, à leur demande, être admis définitivement dans ces derniers cadres aux conditions prévues pour les agents dont il est question à l'article 1er. Ils bénéficient des avantages accordés à ces agents par le présent arrêté.

.../...

Article 7.-

... (texte de l'article 6 du projet) ...

Article 8.- (article 7 du projet)

Les agents temporaires qui ont été chargés des fonctions de directeur d'école de moniteurs avant la publication du présent arrêté peuvent être admis sous le régime du statut à condition de ne pas avoir dépassé la limite d'âge fixée à l'article 2.

Article 9.- (article 8 du projet)

Par dérogation à l'article 2 du statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, et pour une période prenant fin le 1er janvier 1960, l'âge maximum d'admission est reporté à 35 ans en ce qui concerne le recrutement aux grades de professeur de l'enseignement technique, de professeur d'apprentissage, de maître d'apprentissage principal et de maître d'apprentissage.

Article 10.- (article 11 du projet)

Les articles 1er à 8 du présent arrêté ont effet à la date du 1er janvier 1956.

Article 11.-

Notre Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi,

Het ontwerp-besluit voert bij wijze van overgang een aantal afwijkingen in op het koninklijk besluit van 23 september 1957 houdende statuut van de ambtenaren der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen.

Bij deze afwijkingen is in de eerste plaats gedacht aan ambtenaren die vanaf 1951, toen in Congo het technisch onderwijs werd uitgebouwd, bij contract zijn aangeworven. Daar het bijzondere statuut betreffende de kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen thans met terugwerking tot 1 januari 1956 in werking is, is het ontwerp er in hoofdzaak op gericht, de ambtenaren van het technisch onderwijs, die bij contract zijn aangeworven en aan bepaalde eisen voldoen, op hun verzoek onder de toepassing van de statuutregeling te plaatsen.

In bijkomende orde wijkt het ontwerp, voor de werving in het technisch onderwijs, tot 1 januari 1960 af van de leeftijdsgrens. Ten slotte bevat het voor sommige categorieën van ambtenaren nog andere, van het statuut afwijkende overgangsmaatregelen.

\+

\+ \+

..../....

Het ontwerp is niet zeer overzichtelijk, wegens de spreiding van de bepalingen betreffende ambtenaren van een zelfde categorie, en ook door het gebruik van te algemene formules in gevallen waar concrete regelen hadden kunnen worden gesteld.

Artikel 1 bijvoorbeeld vermeldt de eisen waaraan tijdelijke ambtenaren alleszins moeten voldoen om als meester vakopleiding te kunnen worden aangeworven, onder meer het bezit van een bewijs van pedagogische bekwaamheid. Artikel 3 daarentegen ontslaat de in artikel 1 genoemde ambtenaren in sommige gevallen van deze laatste eis. Duidelijkheidshalve zou deze afwijking, die bij de reeds in artikel 1 genoemde afwijkingen komt, in dit artikel moeten staan.

Bij het onderzoek van artikel 2, derde lid, en van artikel 5 komen nog andere voorbeelden van onvolmaaktheden aan het licht.

Artikel 2 zegt :

"De anciënniteit in de aanwervingsgraad van de ambtenaren, die krachtens artikel 1 onder het statuut worden toegelaten, wordt verschoven tot de datum van hun aanwijzing in de dienst van het technisch onderwijs.

De loopbaan van deze ambtenaren zal worden herzien en, vanaf de datum van inwerkingtreding van deze bepaling, zullen de bevorderingen en de verhogingen van wedde die hen zouden zijn toegekend moesten zij onder het statuut op de in de vorige alinea bepaalde datum zijn aangeworven, hen worden verleend.

.../...

Deze benoemingen zullen evenwel terugwerken tot een vroegere datum dan deze bepaald in de vorige alinea, wanneer zij worden gedaan in een graad die vóór 1 januari 1956 in het statuut voorkwam".

Vóór 1 januari 1956 kende het statuut geen andere graden dan inspecteur technisch onderwijs en leraar technisch onderwijs.

Artikel 5 bepaalt :

"De ambtenaren die onder het statuut worden toegelaten in de graad van leraar technisch onderwijs krachtens de bepalingen van artikel 1 kunnen, voor zover zij tenminste tweemaal de beoordeling "zeer goed" hebben bekomen, tot de graad van inspecteur technisch onderwijs tegen de vereisten bepaald in alinea's 2 en 3 van artikel 2, zonder aan het toelatingsexamen te hebben voldaan, bij bevordering tot deze graad worden bevorderd".

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, zijn de inspecteurs technisch onderwijs vanaf 1951 en de leraars technisch onderwijs vanaf 1955 aangeworven.

De verwijzing in artikel 5 naar artikel 2, derde lid, is dus niet dienstig ten aanzien van leraars technisch onderwijs : niemand onder hen voldeed immers vóór 1 januari 1956 aan de voorwaarden om voor bevordering in aanmerking te komen. De graad van inspecteur technisch onderwijs is trouwens een bevorderingsgraad en geen enkele bepaling van het ontwerp staat werving in die graad toe. De enig mogelijke

.../...

uitlegging voor artikel 2, derde lid, en voor artikel 5 is dan ook volgende : ambtenaren die sinds 1951 als inspecteur technisch onderwijs in dienst zijn genomen, zullen, bij toepassing van artikel 1 van het ontwerp, met terugwerking tot 1 januari 1956 als leraar technisch onderwijs worden aangeworven. Krachtens artikel 2, tweede en derde lid, en krachtens artikel 5 zal hun loopbaan dan worden herzien; hebben zij tweemaal de beoordeling "zeer goed" gekregen, dan kunnen zij tot inspecteur technisch onderwijs worden bevorderd met terugwerking tot een datum welke, voor hen die vóór 1 januari 1953 in dienst van het bestuur in Afrika zijn getreden, kan gelegen zijn vóór 1 januari 1956, want krachtens artikel 121 van het algemeen statuut is bevordering na drie jaren dienst mogelijk.

\+

\+ +

Als de Regering het werkelijk zo voorheeft, is de bovenstaande uiteenzetting al voldoende om het juridisch verkeerde van het systeem aan te tonen : een ambtenaar die op 1 januari 1956 in een graad is benoemd, zou zich op een vroeger gelegen datum tot een hogere graad bevorderd zien, zonder dat het eerste besluit,dat immers de rechtsgrond van het tweede zou zijn,kan worden ingetrokken.

Tegen dit systeem zijn nog twee andere bezwaren :

a) tot 31 december 1955 was het statuut van het personeel van het bestuur in Afrika op de leraars en inspecteurs technisch onderwijs toepasselijk. Als, blijkens de algemene economie van het ontwerp, af-

wijkingen ten behoeve van sommige betrokkenen nodig zijn geweest, dan was dit omdat die ambtenaren de statutaire leeftijdsgrens hadden overschreden en dus niet meer benoemd konden worden. Zonder een uitdrukkelijke, op dit gebied van het statuut afwijkende bepaling kunnen de betrokkenen bijgevolg zelfs niet bij wijze van regularisatie worden benoemd of bevorderd met terugwerking tot een datum vóór 1 januari 1956, want zulke benoemingen en bevorderingen zouden tegen de toenmalige reglementering ingaan;

b) in dat systeem zouden de betrokkenen bovendien drie jaar lang als leraars technisch onderwijs worden beschouwd; over die periode zouden zij van het voordeel van hun contract moeten afzien, omdat zij niet tegelijk onder contractregeling en onder statuutregeling zouden kunnen staan; ze zouden dus alleen recht hebben op de wedde, die het statuut voor deze categorie van ambtenaren bepaalt. Deze wedde is aanzienlijk lager dan die welke hun is uitgekeerd, zodat zij het verschil zouden moeten terugbetalen. Dit schijnt de Regering echter niet te bedoelen.

Voor al deze moeilijkheden is de enige oplossing, dat het ontwerp een bepaling tot afwijking van het statuut bevat, op grond waarvan de betrokkenen vanaf 1 januari 1956 rechtstreeks tot inspecteur technisch onderwijs kunnen worden benoemd, al is dit een bevorderingsgraad, en van het toelatingsexamen ontslagen kunnen worden.

\+

\+ \+

.../...

Volgens de uitleg van de gemachtigde der Regering staat thans geen enkele inspecteur technisch onderwijs in statuutverband en is de enige onder die regeling vallende leraar technisch onderwijs voorgoed buiten dienst getreden. De overige in het technisch onderwijs bestaande ambten waren onbekend in het algemene statuut dat tot 1 januari 1956 toepasselijk was, zodat de betrokkenen alle bij contract in dienst waren genomen.

De vraag of de met terugwerking tot 1 januari 1956 aangekondige regularisatiemaatregelen geen afbreuk aan verkregen rechten zullen doen, behoeft derhalve niet meer te worden onderzocht.

\+

\+ \+

Over de aanhef en de artikelen moge het volgende worden opgemerkt :

Opschrift.

Artikel 6 betreft voorwaarden van bevordering, en niet "vereisten tot opneming"; het opschrift moet, wat dit betreft, worden aangevuld.

Aanhef.

De verantwoording die de aanhef geeft, zou best als onvolledig en overbodig achterwege blijven.

Artikel 1.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar kunnen de betrokkenen kiezen tussen overgang naar de statuutregeling en behoud van de contractregeling.

.../...

De tekst zou dit nauwkeurig moeten bepalen.

Het eerste lid brengt alleen een algemene regel in herinnering; als zodanig heeft het geen betekenis en moet het wegvallen.

Artikel 2.

Het tweede lid van het artikel spreekt van "de datum van inwerkingtreding van deze bepaling". Zowel de tekst van deze alinea als het feit dat de artikelen 1 en 2 krachtens artikel 11 van het ontwerp tot 1 januari 1956 terugwerken, schijnen er op te wijzen dat het ontwerp onder datum van inwerkingtreding verstaat de dag waarop de bepaling uitwerking heeft, dus 1 januari 1956. Duidelijkheidshalve vermeldde men die datum. In de voorgestelde tekst is dit zo gedaan.

Artikel 4.

Dit artikel betreft ambtenaren van andere kaders van het bestuur in Afrika, die voorlopig naar de dienst van het technisch onderwijs zijn overgeplaatst. Het staat toe, dat zij onder dezelfde voorwaarden als bij contract aangeworven ambtenaren voorgoed aan deze dienst verbonden worden.

Volgens de gemachtigde ambtenaar hebben deze ambtenaren tot dusver de graad en de wedde behouden die hun in hun vroeger kader was toegekend. De tekst zegt dat zij "definitief kunnen worden overgeplaatst". Deze formule is niet helemaal juist : in feite gaat het om een werving, net zoals voor tijdelijke ambtenaren,

.../...

want als zij voorgoed in dienst van het technisch onderwijs komen, wordt de anciënniteit die zij hadden verkregen in de dienst waar zij voorheen tewerk waren gesteld, niet meer medegeteld.

Kritiek is hiertegen echter niet in te brengen, want de betrokkenen hebben de keuze. Zij behoren zelf uit te maken, waar hun belang ligt.

## Artikel 7.

Volgens de gemachtigde van de Regering behoren de directeurs van scholen voor monitors niet tot de dienst van het technisch onderwijs, al kan hun benaming het tegenovergestelde doen denken. Daarom wordt dit artikel in de verder voorgestelde tekst behouden.

Als dit niet zo was, zou het voorschrift als overbodig moeten wegvallen, want het komt er alleen maar op neer, dat het voor directeurs van scholen voor monitors dezelfde leeftijdsgrens stelt als artikel 1 voor het personeel van het technisch onderwijs.

## Artikel 8.

Anders dan in de voorgaande bepalingen, gaat het hier niet om regularisaties ten gevolge van het inwerkingstellen van het nieuwe statuut noch om de ermee gepaard gaande overgangsmaatregelen. Het artikel bevat een tijdelijke afwijking van het bij koninklijk besluit van 23 september 1957 ingevoerde nieuwe statuut, waar het tot 1 januari 1960 de maximumleeftijd voor opneming in bepaalde ambten op 35 jaar brengt. In beginsel ware deze bepaling dus in het statuut in te voegen. Haar korte geldingsduur lijkt dit echter on-

nodig te maken. De bepaling kan zonder meer in het ontwerp blijven staan.

Artikel 9.

Artikel 9, dat immers afwijkingen toestaat die uitwerking zullen hebben totdat alle betrokkenen een bevordering zullen hebben genoten, zou moeten worden ingevoegd in het besluit waarvan het afwijkt, dit is in het ministerieel besluit van 3 november 1958, genomen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 23 september 1957. Dit ministerieel besluit namelijk stelt de bijzondere voorwaarden voor bevordering tot een bepaalde graad.

Daarom laat de Raad van State het bepaalde in artikel 9 achterwege in de tekst die hij voorstelt.

Artikel 10.

Dit artikel herhaalt een bepaling die reeds in artikel 1 voorkomt en kan vervallen.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen over de vorm te maken; zij mogen uit de hierna voorgestelde tekst blijken :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE OVERGANGSMAATREGELEN INZAKE OPNEMING EN BEVORDERING IN DE KADERS VAN HET OPENBAAR ONDERWIJS EN VAN DE EREDIENSTEN, VAN DE ONDERWIJSINSPECTIE EN VAN DE OFFICIELE SCHOLEN.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 8 van de wet van 18 oktober 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1957 houdende statuut van de ambtenaren der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen;

Gelet op het advies van de Hoge Syndicale Raad van advies der ambtenaren van het bestuur in Afrika;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.- (gedeeltelijk artikel 1 van het ontwerp)

In afwijking van het statuut van de ambtenaren der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de onderwijsinspectie en van de offi-

.../...

ciële scholen, kunnen bij contract aangeworven ambtenaren, die vóór de bekendmaking van dit besluit in de dienst van het technisch onderwijs een betrekking bekleedden welke in het kader van de officiële scholen of van de onderwijsinspectie is opgenomen, op eigen verzoek en binnen de door dit besluit bepaalde grenzen tot de regeling van het statuut worden toegelaten, zelfs al voldoen zij niet aan de door het statuut vastgestelde leeftijds- en opleidingseisen.

Artikel 2.- (gedeeltelijk artikel 1 van het ontwerp)

De door het statuut vastgestelde leeftijdsgrens wordt voor deze ambtenaren op 43 jaar gebracht.

Artikel 3.- (artikelen 1 en 3 van het ontwerp)

De ambtenaren van wie sprake is in artikel 1 kunnen worden benoemd :

a. in de graad van meester vakopleiding, indien zij vóór hun indienstneming tenminste vijf jaar beroepspraktijk tellen;

b. in de graad van leraar vakopleiding, indien zij houder zijn van een diploma technisch onderwijs van de lagere secundaire cyclus of van een gelijkgesteld diploma en bovendien tenminste vijf jaar beroepspraktijk tellen en het bewijs van pedagogische bekwaamheid bezitten.

Zij echter die op het tijdstip van de bekendmaking van dit besluit drie jaar in het onderwijs tellen en bij de laatste twee administratieve bewegingen de beoordeling "zeer goed" hebben gekregen, behoeven het bewijs van pedagogische bekwaamheid niet te be-

.../...

zitten. Ze kunnen niettemin worden verzocht, bij wijze van volmakingsstage de lessen te volgen die aan het verkrijgen van dit bewijs voorafgaan.

Artikel 4.- (artikel 2, eerste en tweede lid)

Aan de ambtenaren van wie sprake is in artikel 1, wordt een anciënniteit toegekend vanaf de dag dat zij zijn aangewezen voor de dienst van het technisch onderwijs.

Hun loopbaan zal worden herzien en over de periode van 1 januari 1956 af zullen zij de bevorderingen en weddeverhogingen kunnen genieten, die hun zouden zijn toegekend waren zij de dag van hun evengenoemde dienstaanwijzing onder de statuutregeling aangeworven.

Artikel 5.- (artikel 2, derde lid, en artikel 5)

De in artikel 1 genoemde ambtenaren die in dienst zijn genomen om het ambt van inspecteur technisch onderwijs uit te oefenen en tenminste tweemaal als "zeer goed" zijn beoordeeld, kunnen bij uitzondering in die graad worden aangeworven. Zij worden ontslagen van het examen voor bevordering tot die graad.

Artikel 6.- (artikel 4 van het ontwerp)

Ambtenaren van het bestuur van Afrika die tot andere kaders dan die van de officiële scholen en van de onderwijsinspectie behoren en vóór de bekendmaking van dit besluit voorlopig overgeplaatst waren in de kaders van de officiële scholen of van de inspec-

.../...

tie van het technisch onderwijs, kunnen op hun verzoek voor vast in deze laatste kaders worden opgenomen onder de voorwaarden bepaald voor de in artikel 1 genoemde ambtenaren. Zij genieten de voordelen die dit besluit aan deze ambtenaren verleent.

Artikel 7.- (artikel 6 van het ontwerp)

Ambtenaren die vóór de bekendmaking van dit besluit de graad van inspecteur lager onderwijs hadden en voorlopig waren overgeplaatst in het kader van het openbaar onderwijs en van de erediensten, kunnen, in afwijking van de bepalingen van artikel 24 van het statuut van de ambtenaren der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de onderwijsinspectie en van de officiële scholen, bevorderd worden tot de graad van bureauchef in het kader van het openbaar onderwijs en van de erediensten, voor zover zij acht jaar dienst tellen, met inbegrip van de duur der verlofperioden of -verlengingen toegekend om andere redenen dan persoonlijke aangelegenheden.

Artikel 8.- (artikel 7 van het ontwerp)

Tijdelijke ambtenaren die vóór de bekendmaking van dit besluit belast waren met het ambt van directeur aan een school voor monitors, kunnen tot de regeling van het statuut worden toegelaten mits zij de in artikel 2 vastgestelde leeftijdsgrens niet hebben overschreden.

Artikel 9.- (artikel 8 van het ontwerp)

In afwijking van artikel 2 van het statuut van de ambtenaren der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de onderwijsinspectie en

van de officiële scholen, en voor een periode die op 1 januari 1960 verstrijkt, wordt de maximumleeftijd voor toelating op 35 jaar gebracht ten aanzien van de aanwerving in de graden van leraar technisch onderwijs, leraar vakopleiding, eerste meester vakopleiding en meester vakopleiding.

Artikel 10.- (artikel 11 van het ontwerp)

De artikelen 1 tot 8 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1956.

Artikel 11.-

Onze Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — adjunct-griffier, greffier — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.SAROT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.SAROT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) C.ROUSSEAUX. — (s) J.SUETENS.